

Monsieur le Président,

Monsieur le ministre,

Monsieur le Président de la commission des finances

Monsieur le Rapporteur général

Mes chers collègues,

Depuis maintenant 5 ans, votre Gouvernement et votre majorité se posent régulièrement en donneurs de leçons.

En 2017, vous nous promettiez l'avènement d'un nouveau monde qui en finirait avec les pratiques de vos prédécesseurs et restaurerait la crédibilité de l'Etat.

Vous nous promettiez une gestion plus saine et responsable des finances publiques !

Vous nous promettiez une politique plus respectueuse du Parlement et des oppositions !

Vous nous promettiez de réduire les dépenses, les déficits et la dette !

5 ans après, la désillusion est totale, tant le gouffre entre vos promesses et vos actes est béant !

La réalité, c'est que **la France est devenue le maillon faible de l'Europe**, et que le bilan de votre quinquennat vous interdit de fanfaronner.

En effet, après 5 ans de gestion En Marche, la France enregistre le plus haut niveau de dépenses publiques d'Europe.

Après 5 ans de gestion En Marche, la France affiche le pire déficit commercial en Europe.

Après 5 ans de gestion En Marche, la France est plus que jamais championne d'Europe des taxes et des impôts.

Enfin, après 5 ans de gestion En Marche, la France est plus endettée que 24 des 27 autres pays de l'Union européenne.

Et c'est bien trop facile de tenir la crise pour responsable de ces piteux résultats qui ne s'expliquent, en réalité, que par votre gestion défailante des comptes publics, et donc de l'argent des Français !

Hélas, ce n'est pas ce budget 2022 qui va inverser la tendance...

Bien au contraire, il acte un **renoncement complet du gouvernement face à toutes ses belles promesses de 2017**.

Il acte surtout la **flambée des dépenses électoralistes qui se multiplient de manière totalement irresponsable**, à quelques semaines de la Présidentielle.

Quant à notre dette, pourtant vertigineuse, elle est devenue la dernière de vos priorités. Elle aura augmenté de près de 680 milliards d'euros durant votre quinquennat et s'apprête à franchir le chiffre astronomique des 3000 milliards d'euros... alors que déjà le seuil de 2000 milliards d'euros nous avait interpellés.

Rien que les intérêts de la dette, vont nous coûter plus de 38 milliards d'euros cette année.

Enfin, je vous le dis avec gravité, **les conditions d'examen de cette loi de finances sont indignes d'une démocratie moderne**. Si vous Monsieur le ministre délégué au comptes publics avez pris le temps de répondre à nos questions, il n'en demeure pas moins que jamais un budget n'aura semblé aussi peu préparé, aussi improvisé, aussi peu respectueux du travail parlementaire.

Durant la première lecture, **le Gouvernement a présenté 125 amendements de dernière minute** sur son propre projet de loi.

Je dis bien 125 amendements ! Dont un amendement voté en catimini un lundi soir, qui ouvre, tenez-vous bien, 3 milliards d'euros de crédits nouveaux et 34 milliards d'autorisations d'engagement.

Décidément, votre fièvre dépensière va de pair avec un mépris total de la représentation nationale.

Au total, c'est près de 15 milliards de dépenses nouvelles que le Gouvernement a introduit dans ce budget depuis septembre dernier. Le tout sans avis du Conseil d'Etat et sans études d'impact. Comment osez-vous parler de sincérité budgétaire quand vous reproduisez aujourd'hui les mêmes pratiques déplorables que vous dénonciez hier ?

Mais après tout qu'importe la dépense, quand il s'agit de préparer votre réélection ! Et surtout quand cet argent est payé avec le chéquier de la France et qu'il est financé intégralement par la dette.

Cessez enfin d'instrumentaliser la crise quand vous êtes responsable d'une hausse de 100 milliards d'euros en 3 ans des dépenses ordinaires ! Ce sont des dépenses courantes qui n'ont strictement aucun lien avec la crise.

Nous approuvions le quoi qu'il en coûte, mais la crise ne peut pas vous servir en permanence d'excuse ou d'alibi.

Enfin, nous regrettons que malgré votre promptitude à dépenser sans compter, vous soyez restés sourds à nos propositions de baisse des taxes, ou de suppression des taxes sur les taxes.

Pour répondre à la flambée des prix de l'énergie ou des carburants, une baisse durable des taxes aurait été bien plus simple et bien plus juste, qu'une distribution hasardeuse et absolument pas ciblée d'un chèque de 100€.

Surtout, quand nous savons que vous n'êtes jamais revenu sur la hausse de 3,8 Mds€ des taxes sur les carburants de 2018.

Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons pas voter ce budget du renoncement à tous vos grands principes !

Ce budget de la fuite en avant vers toujours plus de dettes et toujours moins de réformes !

Ce budget qui ne baisse pas les taxes des générations présentes et qui augmente le fardeau des générations futures !

Nous voterons donc unanimement contre.

Je vous remercie.